



Comment nourrir le « 1 % »

Par [Grain](#)

Mondialisation.ca, 16 octobre 2014

grain.org

Thème: [Environnement](#), [Pauvreté et inégalités sociales](#)

Depuis la crise alimentaire mondiale de 2008, une énorme vague d'investissements du secteur privé déferle sur l'agriculture. Si l'on écoute le G8, la Banque mondiale et les grands investisseurs eux-mêmes, les apports financiers dans le secteur agricole signifient davantage d'innovation et de modernisation, plus d'emplois et plus de nourriture pour une planète affamée.

Mais est-ce bien le cas ?

Si l'on regarde les investissements faits par le milliardaire indien Chinnakannan Sivasankaran - l'un des acteurs privés les plus actifs de la ruée générale sur les terres agricoles - une inquiétante perspective se dégage, révélant ce qui se passe quand la finance et ses spéculateurs commencent à envahir la production alimentaire.

Depuis 2008, le Siva Group et ses multiples filiales sont impliqués sur près d'un million d'hectares de terres dans toute l'Amérique, en Afrique et en Asie, avec pour objectif principal de mettre en place des plantations de palmiers à huile. Sur le papier, le groupe est désormais l'un des plus gros propriétaires de terres agricoles du monde.



Une nouvelle vague d'investissement menace de chasser les paysans de leurs terres et porte atteinte à la souveraineté alimentaire. (Photo : Cargo Collective)

Mais Sivasankaran est également un accapareur de terres et un habitué de la fraude fiscale. Comme avec la majorité des investisseurs transnationaux dans le domaine agricole, les investissements passent à travers tout un réseau de sociétés-écrans établies dans des paradis fiscaux offshore. Les entreprises dont il détient les parts sont impliquées dans des transactions foncières douteuses et des systèmes de pots-de-vin, et semblent avoir pour but de remplir les poches de leurs directeurs plutôt que de produire de la nourriture.

Ce type d'investissement a des conséquences inquiétantes, à savoir la marchandisation de la terre et la marginalisation des communautés qui en dépendent. Partout où passent le Siva Group et ses semblables, ils obtiennent les titres de propriété de vastes parcelles de terres par n'importe quel moyen, le plus souvent sans le véritable consentement des communautés concernées. Puis ils se servent de ces terres pour obtenir l'argent et le crédit qui leur permettront de conclure encore de nouvelles transactions.

Jusqu'à présent les gouvernements n'ont guère réagi pour protéger leurs populations de cette nouvelle vague d'investissements destructeurs. Ils se sont plutôt efforcés de protéger les investisseurs avec des garanties et des mesures d'incitation, tout en ne proposant que des directives volontaires pour maintenir dans les limites la responsabilité des entreprises. Les joueurs de la finance comme Sivasankaran ont donc tout loisir d'accaparer les terres et de réaliser des bénéfices faciles, en détruisant de ce fait les systèmes alimentaires et les moyens de subsistance des paysans.

La stratégie du super-cycle des matières premières

Sivasankaran a fait fortune, une fortune estimée à 4 milliards de dollars US, avec les réseaux de téléphonie mobile, les services internet haut débit et les ventes d'ordinateurs discount en Inde. Mais actuellement c'est surtout aux matières premières qu'il s'intéresse.

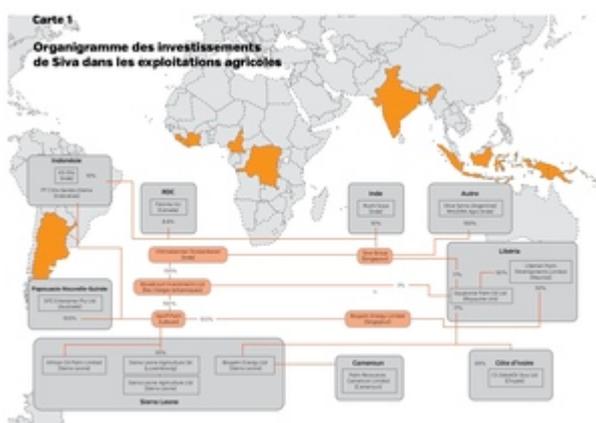
Il est convaincu de l'existence d'un super-cycle de matières premières selon lequel la croissance démographique et la croissance économique doivent susciter une demande accrue de ressources naturelles et de matières premières agricoles, ce qui fait monter les prix mondiaux. Et il pense que l'Afrique sera la source principale des matières premières et des matériaux transformés qui permettront de nourrir cette demande croissante. C'est donc l'objet de la plupart de ses investissements et c'est pourquoi il achète des compagnies maritimes, des réserves de pétrole et de gaz, des mines et des plantations.¹

Pour ce qui est de l'agriculture, Sivasankaran a acheté des oliveraies dans la province de Catamarca en Argentine et s'est lancé dans la production contractuelle de cornichons en Inde, mais ce qui l'intéresse surtout, c'est l'huile de palme.² L'huile de palme étant l'huile végétale la moins chère au monde, elle est très demandée dans la production d'aliments transformés, de cosmétiques et de biocarburants. La demande est particulièrement forte dans le pays d'origine de Sivasankaran, l'Inde, qui, en l'espace d'une quinzaine d'années seulement, est devenu le plus gros marché mondial d'huile de palme, alors qu'il n'était au départ qu'un consommateur marginal.³

Sivasankaran a commencé à investir dans les plantations de palmiers à huile peu après la crise alimentaire mondiale de 2007-2008. Il a d'abord acheté des parts dans plusieurs entreprises indiennes de fabrication d'huile végétale, comme Ruchi Soya et KS Oils, qui se lançaient dans les plantations de palmiers à huile. Il a ensuite mis en place sa propre entreprise de palmiers à huile et s'est clairement impliqué de plus en plus dans ce secteur.

D'île en île

Les investissements agricoles de Sivasankaran passent par un réseau complexe de paradis fiscaux offshore. Au centre, Singapour où est enregistrée sa holding, le Siva Group, puis les Îles Vierges britanniques, où il détient une société-écran, Broadcourt Investments. Ces deux sociétés sont la plaque tournante des investissements de Siva dans les plantations de palmiers à huile. L'argent transite entre les deux sociétés et est déposé dans d'autres juridictions offshore pour être finalement versé aux entreprises mises en place pour effectivement s'emparer des terres et gérer les plantations de palmiers à huile. Le tableau 1 montre de façon détaillée la structure des investissements agricoles de Sivasankaran.



Cliquez pour élargir

Dans plusieurs pays, Sivasankaran a choisi de prendre une participation importante dans des entreprises de plantation de palmiers à huile déjà existantes. C'est le cas au Liberia, en Sierra Leone, en Côte d'Ivoire et en République démocratique du Congo (RDC). La plupart

du temps, les entreprises dont il a acheté des parts sont des sociétés inconnues, mises en place par des gens issus de l'industrie minière ou de l'exploitation forestière. Elles n'y connaissent pas grand-chose, voire rien, en agriculture, mais elles ont les contacts politiques nécessaires pour obtenir les droits d'exploitation sur de larges superficies. Comme elles n'ont pas les compétences techniques ni le capital pour faire fonctionner de grandes plantations, elles ont besoin du soutien de sociétés comme Sivasankaran pour leur fournir le financement qui leur permettra de vendre leurs opérations à des acteurs plus importants.

Au Cameroun cependant, Sivasankaran a établi sa propre entreprise de plantation de palmiers à huile et contrôle complètement la procédure d'acquisition des terres et de mise en place des opérations. Il déploie la même stratégie en Papouasie-Nouvelle-Guinée et en Indonésie, où il a le plein contrôle des filiales, et en Sierra Leone, où il a établi deux de ses entreprises et pris une participation de 95 % dans une autre. Sivasankaran serait même en cours de prospection pour trouver des plantations de palmiers à huile à Belize où il a établi une filiale.⁴

La construction d'un empire

Selon l'un des directeurs du Siva Group, l'objectif à court terme est d'avoir le plein contrôle d'un total de 200 000 hectares de terres adaptées à la plantation dans au moins quatre pays africains et 200 000 ha supplémentaires en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Par l'intermédiaire de ses diverses joint-ventures et holdings, Sivasankaran a déjà signé des accords couvrant près de 600 000 ha, c'est-à-dire une surface comparable aux terres détenues par les plus gros producteurs du secteur de l'huile de palme. Sime Darby, le plus grand planteur de palmiers à huile mondial, dispose de 860 000 ha et Wilmar, le plus gros producteur d'huile de palme du monde, en a 331 000.⁵ ([Tableau 1. Terres de Sivasankaran destinées à la production d'huile de palme](#))

Toutefois, les sociétés de Sivasankaran n'ont défriché ou planté en palmiers qu'un petit pourcentage des terres acquises. La plupart de ces terres sont en fait des fermes et des forêts appartenant à des communautés locales, dont beaucoup ne sont même pas au courant des transactions foncières menées par Sivasankaran et n'ont nullement l'intention de laisser ces sociétés s'y installer. De fait, si on y regarde de plus près, la réserve foncière de Sivasankaran - ce terme est couramment utilisé par les entreprises de palmiers à huile pour désigner les terres dont ils ont acquis les droits et qui peuvent être déjà plantées ou non - est loin d'être assurée, car la légalité des transactions est sévèrement mise en doute. On peut aussi se demander si les sociétés qu'il contrôle ont véritablement l'intention de développer les terres dont elles se sont emparé. La plupart n'ont pas réussi à produire beaucoup de nourriture ou même à faire des bénéfices. Mais elles ont été très utiles pour transférer l'argent et les dettes et ont rapporté à leurs directeurs des salaires juteux.

Contestation des accords fonciers et versements secrets au Liberia

Sivasankaran s'est introduit dans l'industrie du palmier à huile au Liberia en achetant des parts dans la société britannique Equatorial Palm Oil (EPO) Ltd. Le Siva Group a commencé à acheter des parts d'EPO en 2010 et dès 2013 il était effectivement devenu majoritaire, grâce à une participation de 36,7 % et une joint-venture 50/50 avec EPO basée à Maurice,

Liberian Palm Developments Ltd, qui détenait les concessions foncières d'EPO au Liberia.⁶

EPO avait obtenu d'entreprises libériennes deux grandes concessions foncières pour développer des palmeraies. La première, située autour d'une ancienne plantation à Butaw, a été acquise par EPO quand EPO a racheté Liberian Forest Products Inc. (LFPI) le 21 août 2006. À cette époque, EPO était une petite entreprise connue sous le nom de Nardina Resources PLC, lancée un an plus tôt par un groupe d'investisseurs londoniens de l'industrie minière. EPO affirme que le rachat de LFPI lui a conféré les droits d'exploitation de 700 000 ha au Libéria, soit quasiment 6 % de la superficie totale du pays. Nardina a ensuite changé de nom pour devenir Equatorial Biofuels PLC, puis changé à nouveau pour prendre le nom d'EPO et s'est donné un nouveau mandat en tant que producteur d'huile de palme.

On a très peu d'information sur LFPI et on ne sait pas non plus comment la société aurait pu obtenir un territoire aussi vaste alors que le pays sortait juste d'une guerre civile brutale et était encore aux mains d'un Gouvernement national de transition.⁷ Les documents d'information sur EPO provenant de son inscription sur le marché AIM de la Bourse de Londres en 2010 montrent qu'EPO a déboursé 1 555 000 livres sterling en actions et en cash pour l'achat de LFPI. Le paiement a été reçu par deux sociétés offshore, Kamina Global Ltd, basée aux Îles Vierges britanniques, et Subsea BV, au Libéria, qui détenaient chacune 50 % de LFPI. Des documents obtenus dans les registres des entreprises et concernant ces deux sociétés ne révèlent pas qui sont les propriétaires réels.⁸



En avril 2011, les médias libériens ont rapporté que le PDG d'EPO, Peter Bayliss, avait fait passer une enveloppe contenant un chèque 25 000 dollars à la Présidente Sirleaf, lors d'une visite à la concession. (Photo : Frontpage Africa Online)

Quand EPO a racheté LFPI, le contrat était en cours d'évaluation par la Commission libérienne des marchés et concessions publics. La Commission a conclu que l'accord contenait « de graves irrégularités et [n'était] pas conforme à la législation » et la société fut obligée de renégocier. LFPI, qui appartenait désormais à EPO, a signé un nouveau contrat avec le gouvernement en 2008 : la superficie cette fois était bien moindre que celle qui avait été annoncée au départ, mais consistait encore en une concession non-négligeable de 55 000 ha à Butaw, qui faisait l'objet d'une violente contestation.

La deuxième concession obtenue par EPO était située dans le Comté de Grand Bassa. Cette concession a une longue histoire controversée. Cette histoire remonte à 1966 quand

14 000 ha furent alloués à une entreprise libérienne appartenant à l'homme le plus riche des États-Unis, J. Paul Getty, sans consulter la population locale.⁹ Getty n'est pas allé très loin dans le développement de ses terres en plantation avant de les vendre en 1980 à Joseph Jaoudi, le fils d'un des hommes d'affaires les plus riches du Liberia, très bon ami de la famille de l'actuelle présidente du Liberia, Ellen Johnson Sirleaf. Jaoudi a eu lui aussi bien du mal à développer la plantation. Quand le bail est arrivé à expiration en 2006, seul un tiers des terres avaient été défrichées.

Mais plutôt que de laisser le bail lui échapper, Jaoudi a décidé de se saisir d'encore plus de terres. En 2007, il a transféré la concession à LIBINCO, une entreprise libérienne nouvellement établie. Parmi les propriétaires de LIBINCO, on trouve notamment Jaoudi et John Bestman, l'ancien gouverneur de la Banque centrale du Liberia, qui a été deux fois ministre des Finances et directeur de la campagne présidentielle d'Ellen Johnson Sirleaf en 2005.¹⁰ LIBINCO a pu renouveler le bail avec le Gouvernement du Liberia et en renégocier les termes, s'accordant ainsi 20 000 hectares supplémentaires de terres, là encore sans consultation avec la population concernée. En échange, l'entreprise s'engageait à mettre en place un programme de sous-traitance sur la moitié des nouvelles terres et à investir plus de 5 millions de dollars dans les quatre prochaines années.¹¹

Mais moins d'un an plus tard, en février 2008, LIBINCO a changé d'avis et vendu la concession à EPO, ce qui a permis à Jaoudi, Bestman et leurs partenaires inconnus d'encaisser 3 134 000 livres sterling de cash et d'actions EPO.¹²

Jaoudi, Bestman et les propriétaires inconnus de Kamina Global et de Subsea BV ont empoché des millions de dollars pour avoir simplement transféré leurs permis fonciers à EPO. Quant aux fondateurs et aux directeurs d'EPO, ils ont eux aussi touché un paquet. Alors qu'EPO a subi chaque année plusieurs millions de dollars de pertes et n'a réussi à exploiter qu'une petite part de ses concessions, ses directeurs ont été bien récompensés avec leurs salaires. En 2010, EPO enregistrait des pertes de 4,4 millions de dollars, tandis que les trois dirigeants principaux de l'entreprise, installés au Royaume-Uni, recevaient à eux trois 513 000 dollars, sans compter leur rémunération supplémentaire en actions.

Pour Sivasankaran, les choses ne se sont pas apparemment passées aussi bien. En 2013, après avoir mis au moins 50 millions de dollars dans l'entreprise, le Siva Group a acheté sa sortie d'EPO en vendant tous ses intérêts dans les opérations libériennes d'EPO au géant malaisien de l'huile de palme KL Kepong (KLK) à un prix représentant vraisemblablement une perte de plusieurs millions de dollars. Mais peut-être l'investissement dans EPO n'était-il pas juste une question de prix des actions. En 2011, la joint-venture mauricienne de Sivasankaran avec EPO a fourni à sa filiale malaisienne un prêt de 10 millions de dollars qui a été utilisé pour financer l'acquisition d'une concession de 110 000 ha de palmiers à huile en Papouasie-Nouvelle-Guinée.¹³

L'autre avantage pour Sivasankaran est que la vente à KLK lui a épargné une situation de conflit de plus en plus violente à propos des concessions foncières d'EPO. La situation est particulièrement tendue à la plantation de Palm Bay, où EPO tente d'étendre ses plantations. Le Clan Jogbahn, qui vit sur ces terres, dit qu'il n'a jamais été consulté sur la création d'une concession de 34 500 hectares. Les objections du clan au défrichement des nouvelles parcelles et un arpentage démarré en 2013 n'ont provoqué pour toute réaction que le déploiement d'une unité de police paramilitaire.

La résistance locale se poursuit toutefois, et au début de 2014, la présidente libérienne a

promis qu'EPO ne serait pas autorisé à s'installer sur les terres de la communauté. Mais la société continue à mener des études sur les terres du Clan en vue de les défricher avant de planter.¹⁴



La présidente libérienne a promis qu'EPO ne serait pas autorisé à s'installer sur les terres du Clan Jogbahn. (Photo : Cargo Collective)

Des tueurs à gages en Sierra Leone

L'un des premiers investisseurs dans les opérations libériennes d'EPO a été le chercheur d'or Daniel Betts. Héritier d'une entreprise britannique de métaux précieux, il est aussi le propriétaire d'une autre concession de 700 000 ha au Liberia, concession cette fois dédiée à l'extraction de l'or.¹⁵

Betts a étendu ses activités à la Sierra Leone, le pays voisin. En 2008, avec quelques investisseurs londoniens, il a établi la société Aristeus Palm Oil et n'a pas tardé à obtenir un investissement très important d'Angad Paul, le fils du magnat et éminent membre du Parti travailliste britannique, Sir John Paul. L'entreprise a ensuite changé de nom pour devenir Sierra Leone Agriculture (SLA) et elle a récemment été enregistrée au paradis fiscal du Luxembourg.¹⁶ Paul est devenu l'un des directeurs, de même que Tim Collins, célèbre ancien lieutenant-colonel en charge des Forces spéciales britanniques en Sierra Leone en 2000 et en Iraq en 2003.¹⁷

SLA a loué les services de Kevin Godlington, un autre vétéran de l'armée britannique, comme PDG et l'a immédiatement envoyé dans le pays chercher des terres. La première transaction effectuée par Godlington a été en 2010 un accord de bail avec le chef suprême de la Chefferie de Bureh Kasseh Maconteh dans le district de Port Loko ; cet accord allouait à la filiale libérienne de SLA, Sierra Leone Agriculture Limited, 42 000 hectares de terres pour y exploiter des plantations de palmiers à huile.¹⁸

Dans les quelques années qui ont suivi, [Godlington a signé une série d'accords avec diverses communautés de Sierra Leone](#) pour le compte de différentes entreprises.



Sallay Koroma a dû enlever deux de ses enfants de l'école depuis que l'entreprise, qui appartient désormais à Siva, lui a pris ses terres. (Photo : Joan Baxter)

Des entretiens menés ultérieurement par des chercheurs avec des membres de la communauté dont les terres avaient été louées dans le cadre des accords avec Godlington révèlent que la plupart n'étaient pas au courant des détails des contrats. Ils avaient souvent été forcés d'accepter les accords par les chefs suprêmes ou par des promesses de bénéfices que les accords de bail n'ont pas été capables de produire. Au cours d'une réunion organisée pour la signature d'un bail de SLA, des membres de la communauté ont indiqué que ni les femmes ni les jeunes n'avaient été autorisés à s'exprimer et qu'ils n'avaient accepté de fournir à l'entreprise qu'une petite portion des terres réclamées plus tard. Selon les personnes interrogées, seul le chef suprême, le député et « les blancs » savaient que l'accord concernait la totalité de leurs terres.¹⁹

Toutes les sociétés pour lesquelles Godlington a négocié des accords sont enregistrées sous une seule et même adresse à Freetown.²⁰ Cette adresse appartient au cabinet d'avocats B&J Partners, dirigé par Chernor Bah et Alpha Jalloh, deux des jeunes hommes les plus influents de Sierra Leone qui sont étroitement liés au président du pays, Ernest Koroma. Bah, connu également sous le surnom de Chericoco, est le vice-président du Parlement et le président du Comité parlementaire des mines et des minéraux, où il s'est fait l'ardent défenseur des compagnies minières étrangères.²¹ Des documents d'entreprise indiquent qu'il détient 1 % de Sierra Leone Agriculture Ltd.²²

En 2010, le Siva Group a racheté SLA et ses accords fonciers douteux à Paul, Collins, Betts, Bah et les autres actionnaires. Selon des sources internes, Siva a payé 5 millions de dollars pour un forfait global qui comprenait aussi African Palm Oil Limited, une société qui possède

un bail pour une superficie de 39 000 ha dans le Pujehun.

Ce n'est qu'après coup que les communautés ont découvert la vente. « Nous sommes vraiment tristes, en colère et dégoûtés, » déplore un des membres de la communauté de la région où SLA a obtenu le bail.²³

SLA n'est pas le seul instrument utilisé par Sivasankaran pour acquérir des terres en Sierra Leone. Vers l'époque où il a racheté SLA, Sivasankaran a mis en place une filiale et a engagé l'homme d'affaires hollandais Willem Tijssen pour identifier et acquérir des terres dans le pays.

« Fondamentalement, Willem connaissait la Sierra Leone mieux que nous, » a expliqué Gagan Pattanayak, un cadre supérieur du Siva Group. « Il avait des contacts avec les chefs et les populations locales et son idée était de se rendre dans différentes chefferies. Le premier tour, c'est donc en fait Willem et moi qui l'avons fait ; j'ai inspecté les terres, j'ai pris des cadeaux et nous nous sommes assis avec les gens. Le rôle de Willem était de s'assurer que nous obtenions les terres. »²⁴

Jusqu'à présent, Tijssen a aidé le Siva Group, via sa filiale Biopalm Energy, à acquérir deux baux couvrant près de 60 000 ha dans le district de Pujehun et il l'aide actuellement à négocier trois contrats supplémentaires dans les districts de Bo et de Kanema.

Tijssen est un personnage controversé, proche de John Bestman. C'est un initié du monde politique libérien, qui a participé à la transaction de LIBINCO avec EPO au Liberia. Tijssen et Bestman sont tous deux propriétaires de la société libérienne Mano Properties & Investment Inc qui assure avoir les droits d'exploitation de 400 000 ha au Liberia, en Sierra Leone et en Guinée.²⁵

Un documentaire clandestin réalisé en 2012 par le cinéaste danois Mads Brügger expose Willem Tijssen et John Bestman pour avoir facilité l'accès indirect de certains hommes d'affaires européens à des hommes politiques libériens contre paiement.²⁶ À cette occasion, ils se sont arrangés pour que Brügger, qui se faisait passer pour un trafiquant de diamants, soit nommé consul honoraire du Liberia en République centrale africaine, de façon à pouvoir plus facilement, et discrètement, faire sortir des diamants du pays.²⁷

Côte d'Ivoire : l'accord foncier qui n'a jamais existé

L'une des raisons qui ont poussé Sivasankaran à investir dans des plantations de palmiers à huile en Côte d'Ivoire a été la facilité d'accès aux terres. Pour le cadre dirigeant du Siva Group, Gagan Pattanayak, la procédure d'acquisition de terres en Côte d'Ivoire est meilleure que dans d'autres pays africains.

« Au Liberia, le gouvernement libérien vous alloue une concession, la population locale n'est pas d'accord, et le président du pays leur dit que le gouvernement est d'accord, donc on doit être d'accord. Au Cameroun, là encore, c'est en fin de compte le gouvernement qui vous donne la terre, » indique Pattanayak. « En Côte d'Ivoire, c'est beaucoup mieux. Ils ont un système complet en fait, parce qu'en Côte d'Ivoire, il n'y a pas de terres inoccupées ; presque toute la terre est utilisée par la collectivité. Je pense qu'il existe un vrai système de titres de propriété dans le pays. »²⁸

Pattanayak a en partie raison. Il y a très peu de terres agricoles inutilisées en Côte d'Ivoire et, oui, il existe un système de titres de propriété individuels. Mais le système de propriété

foncière est gravement défaillant et la propriété foncière en Côte d'Ivoire est tout aussi compliquée et politiquement sensible que partout ailleurs en Afrique. Un peu partout dans le pays, des tensions opposent les familles considérées comme originaires de la région et les autres qui ont émigré d'ailleurs. Les migrants louent ou ont obtenu des terres qu'ils cultivent depuis de nombreuses années, voire depuis plusieurs générations quelquefois. Dans un tel contexte, quand des conflits fonciers éclatent, ils peuvent être explosifs, comme on l'a vu avec les violences post-électorales de 2010-2011. L'intérêt exprimé récemment par les entreprises étrangères pour les terres agricoles du pays, qui a été encouragé par le gouvernement, n'a fait qu'exacerber les conflits liés à la propriété et à l'accès.

L'introduction de Sivasankaran dans ce contexte fragile s'est faite par l'intermédiaire d'un partenariat avec DekelOil, une entreprise d'huile de palme chypriote fondée par un homme d'affaires israélien, Youval Rasin, et le conglomérat israélien appartenant à sa famille, le Rina Group. En 2008, le Siva Group et Dekel Oil ont formé une joint-venture enregistrée à Chypre sous le nom de CS DekelOil Siva Ltd. Le Siva Group détient 49 % des parts et DekelOil 51 % et c'est DekelOil qui contrôle toutes les terres pour les deux sociétés en Côte d'Ivoire.

CS DekelOil Siva affirme avoir acquis une plantation de palmiers à huile de 1 886 ha et signé trois accords différents avec des coopératives, des paysans et des propriétaires fonciers locaux qui devraient fournir à l'entreprise les droits de bail de 27 000 ha supplémentaires près d'Ayenouan et 24 000 à Guitry, une fois ces accords pleinement mis en œuvre.²⁹

Les accords fonciers en Côte d'Ivoire diffèrent des concessions que Sivasankaran a obtenues dans d'autres pays. Conformément aux accords passés avec les coopératives d'Ayenouan, DekelOil aide les membres des coopératives concernées à obtenir des titres de propriété individuels ; ceux-ci louent ensuite leurs terres à DekelOil et cèdent à l'entreprise les droits exclusifs à la production de l'huile de palme. En échange, DekelOil s'engage à leur payer un pourcentage des bénéfices nets dérivés de l'huile produite sur leurs terres.

Le même genre de situation pourrait bien se produire dans la région de Guitry où CS DekelOil Siva prévoit de s'installer bientôt. L'entreprise prétend s'être déjà assuré les droits d'exploitation de plus de 24 000 ha, sur des terres convenant au développement de la production d'huile de palme dans la région. Selon Lincoln Moore, le PDG de DekelOil, ces droits sont fondés sur un accord d'avril 2011 avec une entreprise locale, Ivoire Agro Développement (IVAD).³⁰ DekelOil soutient qu'IVAD avait signé au début de 2011 un accord avec deux familles propriétaires de ces terres et que selon l'accord, "IVAD était censé trouver un investisseur pour développer les terres en question sur 2 000 hectares » et avait obtenu « le droit de proposer l'usage des terres à des tiers. » IVAD et DekelOil ont ensuite signé des accords donnant à DekelOil un bail de 50 ans sur les terres, y compris les 2 000 ha d'IVAD, contre une série de paiements à IVAD se montant à un total de 1,5 million d'euros.³¹

Les propriétaires d'IVAD ne sont pas les seuls à pomper les millions dans les caisses de DekelOil. Les directeurs de l'entreprise, les cadres, et nombre de consultants, de responsables des relations publiques et de conseillers financiers engloutissent la plus grande part des dépenses annuelles de l'entreprise. En 2010, les dépenses d'administration dépassaient les dépenses de fonctionnement : chose stupéfiante, elles représentaient dix fois plus, soit 2,3 millions d'euros contre 242 000 euros.³²

Youval Rasin, PDG et actionnaire principal de DekelOil, a droit à un bonus de 50 000 euros

et un salaire annuel de 240 000 euros maintenant que la première usine est en fonctionnement. Les entreprises qu'il contrôle avec le Rina Group reçoivent aussi plus de 150 000 euros par an de DekelOil pour des bureaux à Abidjan et en Israël. Une autre filiale du Rina Group, Starten Ltd, reçoit régulièrement des paiements de DekelOil qui ne sont pas clairement justifiés dans les déclarations financières de l'entreprise : 50 000 euros en 2010, 141 000 en 2011 et 80 000 en 2012.

Quand tout l'argent de l'entreprise disparaît dans les poches de ses directeurs et des consultants étrangers, on peut difficilement imaginer que DekelOil puisse un jour réaliser des bénéfices en Côte d'Ivoire. Et même si ça devait être le cas, ces bénéfices ne seraient pas taxés. En effet en mars 2014, le Gouvernement ivoirien a accordé à l'entreprise une exemption fiscale de 13 ans sur les bénéfices provenant de son usine d'huile de palme.³³

Les droits concernant les terres de Guitry ont été un élément essentiel quand DekelOil s'est mis à lever des fonds sur le marché AIM et sont depuis présentés dans les documents de communication de l'entreprise comme la pierre angulaire de l'expansion des opérations.³⁴

Toutefois quand GRAIN a parlé aux autorités locales de Guitry et aux représentants des deux familles propriétaires des terres, ils ont nié de façon véhémement avoir cédé les droits sur leurs terres à DekelOil. Ils ont reconnu que des discussions avec DekelOil avaient eu lieu, mais assurent qu'ils ont rejeté la proposition de l'entreprise. De plus, les membres des familles ont déclaré que personne dans leur famille n'avait jamais négocié un contrat avec IVAD.

« Aucun document officiel quel qu'il soit, et qui pourrait donner à DekelOil les droits sur nos terres n'a jamais été signé avec IVAD, » a insisté M. Titikpeu, du village de Tiegba, où DekelOil prétend avoir le droit d'exploiter les terres. « Notre famille réfute toute allégation par DekelOil ou IVAD quant à leur droit de se servir de nos terres. »

GRAIN n'a pas pu obtenir confirmation d'IVAD, car il n'existe pas d'information permettant de contacter l'entreprise et il n'y a pas de bureaux à l'adresse sous laquelle l'entreprise est enregistrée.

Conflit à l'horizon avec les Bagyeli au Cameroun



Chasseurs bagyeli (Photo : Mecenova)

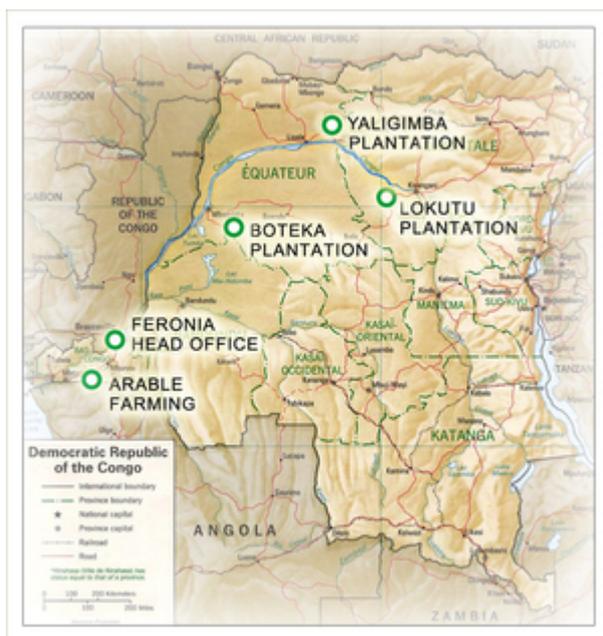
Sivasankaran opère au Cameroun par l'intermédiaire d'une filiale locale, Palm Resources Cameroon Limited, qui appartient à Biopalm Energy Ltd.

En 2011, le Siva Group a signé un protocole d'accord avec le Gouvernement du Cameroun selon lequel le Gouvernement acceptait de fournir 200 000 ha pour des plantations de palmiers à huile dans le département de l'Océan. Selon Biopalm, le Gouvernement a alors identifié deux parcelles initiales de 3 348 et 21 552 ha dans l'arrondissement de Lokoundje qui pourraient être développées par l'entreprise. Biopalm a obtenu un bail provisoire de 3 ans par décret présidentiel daté du 28 mars 2012 pour la plus petite parcelle et l'entreprise affirme être encore en cours de marquage des terres sur la deuxième parcelle.³⁵ Mais ces terres se trouvent sur les territoires du peuple autochtone des Bagyeli qui soutiennent qu'ils n'ont pas donné leur consentement et ont lancé une pétition collective contre le projet.³⁶

Des cleptomanes au Congo

Une autre entreprise dans laquelle Sivasankaran a lourdement investi, Feronia Inc, est la parfaite illustration de la nouvelle ère d'investissement agricole qui a brutalement démarré en Afrique après la crise des prix alimentaires de 2008. Menée par un " jeune prodige " originaire de Toronto, l'entreprise canadienne Feronia a pour objectif de revitaliser l'agriculture africaine en alliant l'argent des marchés financiers actuels si sophistiqués et les vestiges des projets agricoles d'une période coloniale révolue.

« Feronia a la capacité de reproduire la révolution industrielle qui a eu lieu au Brésil au cours des 30 dernières années, » a proclamé le PDG, Ravi Sood, après le premier investissement réalisé par son entreprise en 2009 dans les terres agricoles africaines.



Sivasankaran est l'un de ceux qui ont été séduits par la magie de Feronia. En 2010, il fait un investissement crucial dans l'entreprise, dépensant des millions pour acquérir une participation de 8,6 %. Peu après, Feronia entrait à la bourse de Toronto.³⁷

Mais Feronia n'a pas brillé très longtemps. En 2014, les actions n'avaient quasiment plus aucune valeur, Sivasankaran s'était discrètement éclipsé de l'entreprise et les organismes financiers européens de développement étaient intervenus pour ramasser les morceaux dans ce qu'il faut bien appeler une opération de renflouement. Comment les choses avaient-elles donc pu tourner aussi mal ?

Sood était le chéri du quartier financier de Toronto et une étoile montante chez Lawrence & Co, la prestigieuse firme de placement. À l'âge de 32 ans, il était à la tête de l'une des

filiales de Lawrence & Co., Lawrence Asset Management (LAM) et avait la responsabilité de plusieurs fonds gérés par LAM et dédiés aux marchés émergents. Sood a utilisé un de ces fonds, TriNorth Capital pour financer Buchanan Renewable Energies Inc, une société qu'il avait lui-même fondée en 2006 avec un autre partenaire de LAM, Joel Strickland, dans le but d'exporter les copeaux de bois obtenus à partir des arbres à caoutchouc de plantations libériennes à l'abandon, copeaux destinés à la production de biomasse en Europe.

Deux ans après le lancement des opérations, l'entreprise hélas n'allait pas très bien. Les piles de bois restaient apparemment à pourrir dans le port libérien de Buchanan et les pertes s'amoncelaient encore plus rapidement, atteignant 5,8 millions de dollars en 2007. Seuls un prêt-relais de 5 millions de dollars et l'offre de rachat généreuse de rachat d'un milliardaire canadien philanthrope, ami du Président libérien, réussirent à sauver Buchanan du désastre et permirent à TriNorth de s'en aller sans pertes.³⁸

Après avoir acheté sa sortie de Buchanan en mai 2008, Sood s'est adressé à James Siggs, qui avait également aidé à mettre en place Buchanan et s'est mis à la recherche d'un autre investissement en Afrique pour les fonds gérés par LAM, tournant cette fois son attention vers l'agriculture. Siggs, consultant britannique sur les grands projets agricoles à l'étranger, avait travaillé pour Unilever : il a alors négocié un accord pour racheter les plantations de palmiers à huile d'Unilever en République démocratique du Congo (RDC).³⁹

L'accord fut passé par l'intermédiaire d'une entreprise des Îles Caïman du nom de Feronia Inc, créée par Sood en 2008 et renflouée de plus de 6 millions de dollars en espèces prélevés sur les fonds gérés par LAM, fonds dont il avait le contrôle.⁴⁰

En septembre 2009, Feronia Inc a racheté à une holding d'Unilever sa participation de 76 % dans les Plantations et Huileries du Congo SARL (PHC) pour 3 854 551 de dollars.⁴¹ Le Gouvernement de la RDC gardait ses 24 % de l'entreprise.

Sood a alors poursuivi sa levée de fonds pour financer les opérations de Feronia avec un placement privé de 20 millions de dollars, lié au lancement réussi de l'entreprise à la Bourse de Toronto. Sivasankaran a été l'un des principaux investisseurs de cette série de financements.

Peut-être Sivasankaran n'avait-il pas totalement compris ce dans quoi il se lançait. Son investissement est antérieur à l'introduction de Feronia à la Bourse de Toronto qui oblige les entreprises à donner des informations détaillées sur leurs opérations. Ces documents comportent suffisamment de signaux d'alarme et n'importe quel investisseur important aurait dû être au courant.

Le motif d'inquiétude le plus évident est l'implication de Barnabe Kikaya bin Karubi, ambassadeur de la RDC au Royaume-Uni depuis août 2008 et ancien premier secrétaire du Président Joseph Kabila. Kikaya est connu pour être encore aujourd'hui en contact direct avec le Président dont il est proche.⁴²

Kikaya fait partie du conseil d'administration de Feronia. Pour ses services d'administrateur, il touche une rémunération relativement modeste, entre 10 et 20 000 dollars par an. Mais il reçoit aussi entre 120 et 150 000 dollars chaque année en frais de loyer de la part de Feronia pour la location « d'une maison et d'un appartement à Kinshasa.⁴³ » Cette propriété se trouve être située à la même adresse que la résidence familiale de Kikaya.⁴⁴

Quand Feronia a racheté PHC à Unilever, le contrat a été passé par le biais d'une filiale de Feronia Inc aux Îles Caïman, Feronia JCA Ltd. Cette filiale appartenait, pour des raisons non spécifiées, à Kikaya pour 20 %.⁴⁵ Peu après l'acquisition de PHC, Feronia Inc a racheté la part de Feronia JCA appartenant à Kikaya. En échange, Feronia Inc fournissait 8 894 344 actions, représentant, selon l'entreprise, une valeur de plus de 2,2 millions de dollars. La transaction comprenait l'acquisition d'une ferme censée appartenir à Kikaya et évaluée par Feronia à plus de 600 000 dollars.⁴⁶ Cette ferme, toutefois, n'apparaît pas dans les actifs dans la comptabilité de Feronia, mais était mentionnée dans sa déclaration financière de septembre 2010.

Il est établi qu'en tout, Kikaya a reçu de Feronia au moins 3 millions de dollars en espèces et en actions depuis 2009.

On peut voir aussi un autre signe alarmant dans le premier prospectus de l'entreprise, publié pour son introduction à la Bourse de Toronto. Dans les semaines qui ont suivi le rachat de PHC à Unilever, Feronia reconnaît avoir pris conscience de certains problèmes qui l'ont forcé à réévaluer l'entreprise à la baisse, soit la somme exorbitante de 10 569 288 dollars en moins. PHC n'avait coûté que 3 851 551 dollars à Feronia. En d'autres termes, si les actifs avaient été correctement évalués, Unilever aurait logiquement dû payer 6,7 millions de dollars à Feronia pour se débarrasser de PHC.

Il y avait également deux gros problèmes que Feronia n'avait pas remarqués. D'une part l'une des principales usines d'huile de palme n'était pas en état de fonctionnement. D'autre part, Unilever avait un régime de responsabilité pour l'intéressement des employés d'une valeur de 8 977 030 dollars, qui, selon Feronia, n'était pas mentionné dans les comptes d'Unilever.⁴⁷

On peut se demander comment il est possible que la direction de Feronia n'ait pas été au courant de ces deux informations cruciales, surtout quand on sait que le gouvernement de la RDC a toujours été impliqué dans ces affaires et que certains dirigeants de Feronia avaient l'habitude de travailler avec Unilever. Si Unilever avait effectivement caché l'information, il était évident qu'il y avait là matière à litige, mais Feronia n'a jamais essayé d'exploiter cette option. Ces pertes énormes ont tout simplement été incorporées dans les comptes et l'entreprise n'a cessé d'accumuler les pertes depuis.

Les investisseurs de TriNorth et des autres fonds gérés par Sood ont dépensé des millions de dollars à acheter au Congo une entreprise de plantation totalement dénuée de valeur.⁴⁸ À la fin de 2009, TriNorth avait perdu 90 % de sa valeur. La lettre de Sood envoyée le 26 novembre 2009 aux actionnaires de TriNorth ne faisait pas mention du coup terrible que leur avait porté la dévaluation des actifs de Feronia.⁴⁹

Les fonds gérés par Sood ont certes beaucoup souffert de leurs liens avec Feronia, mais Sood et les autres dirigeants de Feronia, eux, s'en sont bien tirés. Sood est grassement rémunéré quand les fonds qu'il gère investissent dans Feronia.⁵⁰ Son poste de PDG de l'entreprise lui rapporte également une rémunération et des stock-options. Ainsi en 2011, Feronia a versé à Sood 150 000 dollars en cash et 101 000 dollars de primes en actions. En outre, une entreprise appartenant à sa femme a reçu la même année 131 000 dollars pour ses « services en développement d'entreprise ». En 2010, l'entreprise de cette dernière a reçu 256 754 dollars de services et de dépenses.

James Siggs, PDG de Feronia jusqu'en 2011, et l'organisateur du désastreux rachat de PHC

par Feronia, a lui aussi été généreusement récompensé.⁵¹ Rien qu'en 2010, Siggs a reçu 616 000 dollars de rémunération et de stock-options. Quand il a été remplacé à la tête de Feronia l'année suivante, il a reçu une enveloppe compensatoire de 317 379 dollars. Même la comptable de Feronia, la britannique Georgina Cotton, a eu droit à 306 000 dollars, une compensation plus que conséquente. Cette année-là, les quatre directeurs principaux ont empoché quelque 1,5 million de dollars de rémunération, alors que l'entreprise enregistrait 6,5 % de pertes, ce qui représentait en réalité une amélioration par rapport aux 11 millions de pertes de 2009.

Le Gouvernement de la RDC, qui est toujours propriétaire de près d'un quart des opérations de plantation de l'entreprise, éponge une partie des millions de dollars de pertes de Feronia. Le Gouvernement est aussi perdant en termes de recettes fiscales.

Juste avant le rachat de PHC par Feronia, Unilever a vendu une série de villas et d'autres biens qui appartenaient à l'entreprise. Ces ventes ont servi à payer une partie des dettes de l'entreprise et permis à PHC de sortir du rouge. En 2008 et 2009, PHC a réalisé des bénéfices de 2 935 932 et 5 525 518 dollars. Pour ces deux années, PHC aurait dû payer plus de 3 millions de dollars d'impôts au Gouvernement de la RDC. Mais Feronia a refusé de payer ses impôts, sous prétexte qu'il pouvait prétendre à un congé fiscal accordé par le Gouvernement congolais aux investisseurs étrangers. Les impôts sont passés à la trappe et ni Feronia ni Unilever n'ont jamais payé d'impôts sur ces bénéfices.

Les ouvriers congolais qui travaillent dans les plantations de Feronia ne bénéficient jamais, eux, d'une telle générosité. Dans des entretiens avec des ouvriers de Feronia, le Réseau d'information et d'appui aux ONG nationales (RIAO-RDC) parle de salaires allant de 2,22 dollars par jour pour un homme d'âge moyen employé à la pépinière de Feronia à juste 1,25 dollar pour une femme de cinquante ans travaillant à la plantation, en passant par 2 dollars par jour pour celui qui ramasse les régimes. L'examen des bulletins de salaire a même mis en évidence des salaires journaliers encore plus bas, variant entre 1,39 et 1,17 dollars. Selon le directeur de RIAO-RDC, Jean-François Mombia, l'entreprise ne paie même pas ces salaires pourtant ridiculement bas si les employés ne réussissent pas à réaliser complètement la tâche qui leur est imposée. Ainsi, un ouvrier qui ramasse les fruits doit-il ramasser 60 régimes de grande taille ou 100 plus petits par jour. S'il ne parvient pas à ce chiffre, l'entreprise lui retient carrément sa paie ou ne lui verse que la moitié de son dû.

La seule chose qui ait permis à Feronia de ne pas couler est l'intérêt surprenant manifesté par les investisseurs. Au départ, ces investisseurs étaient des gens, tous Canadiens semblerait-il, qui avaient confié leur épargne à Ravi Sood. Compte tenu de l'incessante dilution des actions et de la dégringolade du prix des actions, ils ont presque tout perdu. Sivasankaran pourrait bien lui aussi y avoir perdu une petite fortune. Mais en 2012 et 2013, un nouvel investisseur est venu à la rescousse pour sauver Feronia : les gouvernements eux-mêmes.

La Commonwealth Development Corporation [agence britannique de développement] et le Fonds pour l'agriculture africaine qui est géré par le fonds privé de capital-risque Phatisa mais soutenu par des banques multilatérales et les agences de développement française et espagnole, ont acheté pour 35 millions de dollars d'actions Feronia. À eux deux, ils détiennent aujourd'hui 60 % de l'entreprise. Ceux sont eux qui doivent désormais supporter le plus gros des pertes continues de Feronia, pertes qui se sont montées à 10,1 millions de dollars pour l'année fiscale 2013. Ce sont eux également qui supportent les risques liés à la mise en œuvre d'une nouvelle loi congolaise, la « loi portant sur les principes

fondamentaux relatifs à l'agriculture » qui date du 24 juin 2012. L'article 16 de cette loi stipule que la terre ne peut être attribuée qu'à des entreprises appartenant en majorité à des investisseurs nationaux. Feronia affirme « avoir été et être toujours engagé dans des discussions à divers niveaux du Gouvernement de la RDC à propos de l'interprétation de la loi, » mais il est fort possible que Feronia soit obligé d'abandonner une grande partie de ses parts dans PHC et sa division « Arable Farming » qui détient 10 000 ha supplémentaires.⁵²

Sivasankaran en Indonésie, au pays du palmier à huile



L'une des premières manœuvres de Sivasankaran pour entrer dans le secteur de l'huile de palme a été de prendre une participation dans KS Oils, l'un des principaux producteurs indiens d'huile végétale de façon à s'assurer le contrôle direct des importations d'huile de palme en acquérant des plantations en Indonésie. Depuis 2008, KS Oils a acquis 34 000 ha de plantations de palmiers à huile en Indonésie via sa filiale singapourienne KS Natural Resources Pte.

L'entreprise de Sivasankaran implantée à Labuan, Geoff Palm Ltd, a également, de son côté, acheté directement une plantation de palmiers en Indonésie. Geoff a récemment acheté l'entreprise indonésienne PT Citra Ganda Utama, et est maintenant propriétaire d'une plantation de 3 000 ha dans la province d'Aceh oriental.

Comme des vautours sur la Papouasie

En mai 2011, Sivasankaran s'est pour la première fois installé en Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG) une région que l'industrie considère comme la nouvelle frontière de l'expansion du palmier à huile. Sa filiale, Geoff Palm Ltd, dont le siège se trouve au paradis fiscal offshore de Labuan, en Malaisie, a racheté l'entreprise australienne SPZ Enterprises Pty Ltd. SPZ a un sous-bail pour une concession de 110 000 ha à Nungwaia, dans la province du Sepik oriental, qui couvre une zone connue sous le nom de Projet d'agriculture intégrée à grande échelle de Nungwaia Bongos.

Sivasankaran a financé la transaction en partie grâce à un prêt de 10 millions de dollars qui lui a été accordé par sa joint-venture mauricienne avec EPO, Liberian Palm Developments.⁵³

Ces terres étaient une zone d'exploitation forestière appartenant à quelque 230 clans locaux ou « groupes de gestion intégrée des terres » avant d'être transformées en un bail spécial pour l'agriculture et les affaires et allouées en avril 2011 à une entreprise nommée la Nungwaia-Bongos Rainforest Alliance qui appartient à un député local, Tonay Aimu, et quelques autres notables locaux. Dès qu'elle a eu le bail en main, l'entreprise d'Aimu a accordé un sous-bail de 99 ans à SPZ Enterprise Limited, une société australienne qui appartient aux hommes d'affaires australo-chinois Peter Song et Jijun Zhang qui n'avaient ni

l'un ni l'autre la moindre expérience en agriculture. Un mois plus tard, SPZ a été racheté par Geoff Palm de Sivasankaran pour un montant inconnu.

La population de Nungwaia est en colère contre cette débauche de transactions. Elle dit ne pas avoir été correctement consultée et que le consentement n'émanait que de quelques personnes qui ne représentent pas toute la communauté. La plupart des gens n'ont même pas vu les documents et ne savent pas qui les a signés pour eux. Et pourtant, dans leurs communications avec la communauté, les représentants de Geoff Palm ont prévenu que si elle leur mettait des bâtons dans les roues, la communauté devrait rembourser à l'entreprise les millions de dollars déjà investis dans le projet.⁵⁴

Comment refiler le bébé

L'argument invoqué pour justifier l'investissement étranger est que c'est une façon d'amener de l'argent qui fait sévèrement défaut. Mais les investissements de Sivasankaran montrent que ce genre d'investissement étranger sert bien davantage à faire disparaître l'argent. L'argent qui entre dans le pays (quand il y entre vraiment), en ressort rapidement en passant dans les poches des étrangers qui gèrent l'entreprise concernée ou dans les comptes offshore des élites locales qu'on a payées pour réaliser l'opération. Parfois, le souci principal semble être de s'assurer des réserves foncières (landbanks) dont les entreprises peuvent se servir pour lever de nouveaux fonds ou avoir accès à des prêts destinés à financer d'autres projets.

Certes, une partie de l'argent passe dans des investissements physiques, des investissements réalisés sur place et des emplois. Mais il existe des méthodes nettement plus efficaces pour générer l'investissement, qui permettent aux producteurs locaux de garder le contrôle et les bénéfices. C'est le cas par exemple des coopératives d'huile de palme du Honduras qui appartiennent aux paysans et sont sous leur contrôle.⁵⁵

Les coopératives paysannes d'huile de palme ont été créées au Honduras dans le cadre d'un projet de réforme agraire dans les années 1960-1970 : elles fournissent les terres, les infrastructures, les services de crédit et de vulgarisation aux paysans de la vallée d'Aguán, une région auparavant dominée par les bananeraies appartenant à des étrangers. Hondupalma, la première coopérative d'huile de palme du pays, a été mise en place par plusieurs milliers de familles qui étaient venues s'installer dans la vallée d'Aguán.

Au cours des vingt dernières années, la coopérative a investi 25 millions de dollars de ses propres recettes dans des usines et des machines dernier cri. Elle produit actuellement 40 000 tonnes d'huile de palme brute par an sur les 8 000 hectares cultivés par les membres de la coopérative. L'entreprise PHC de Feronia qui existe depuis bien plus longtemps, a dépensé nettement plus d'argent et dispose d'une réserve foncière de 100 000 ha, ne produit que 8 300 tonnes d'huile de palme brute par an et les ouvriers travaillent dans des conditions proches de l'esclavage. Contrairement à Feronia, Hondupalma garde tous les bénéfices dans le pays et fournit à ses membres et aux communautés au sein desquelles elle opère de vrais services, comme une banque coopérative, des centres médicaux bon marché et des centres éducatifs gratuits.⁵⁶

La production traditionnelle d'huile de palme et les procédures de transformation utilisées en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale sont encore plus impressionnantes si l'on considère les avantages économiques et sociaux qu'elles entraînent pour la population locale, en particulier pour les femmes qui sont responsables de la majorité de la production,

la transformation et la commercialisation. Les paysans d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale cultivent leurs palmiers à huile dans des systèmes agricoles mixtes avec plusieurs autres plantes ou les récoltent dans des palmeraies semi-sauvages dans des zones forestières qu'ils protègent et gèrent depuis des générations. Les coûts de production sont pratiquement nuls, mais la contribution de chaque palmier aux systèmes alimentaires locaux et aux moyens de subsistance des gens est immense. Toutes les parties du palmier sont en effet utilisées – des fruits jusqu'aux feuilles – à des dizaines de fins différentes, aliments, médicaments, textiles.⁵⁷

On ne peut pas non plus prétendre que l'investissement étranger dans l'agriculture soit uniquement une affaire privée. Comme nombre d'autres projets menés par le secteur privé, les investissements de Sivasankaran sont souvent soutenus par des agences publiques. DekelOil est ainsi financé par la Banque Ouest -Africaine de Développement et plusieurs instituts financiers de développement européens ont investi dans Feronia. De surcroît, tous les investissements de Sivasankaran ont bénéficié de mesures généreuses de congé fiscal de la part des gouvernements locaux ainsi que d'une réglementation peu contraignante pour les entreprises dans des paradis fiscaux offshore ; une manière de garantir que les recettes obtenues ne parviennent quasiment jamais dans les coffres publics.

Mais le problème le plus grave posé par l'investissement étranger en agriculture est qu'il favorise un processus de marchandisation de la terre. Pour avoir accès à des capitaux étrangers, des entreprises comme EPO ou Sierra Leone Agriculture ont besoin d'avoir des terres. Elles utilisent donc tous les moyens possibles pour signer des accords fonciers, en négligeant souvent de demander vraiment le consentement des communautés concernées. Les baux ou les achats fonciers deviennent alors de simples matières premières que la finance mondiale peut vendre ou utiliser comme objet de spéculation. Ils peuvent aussi être transformés par des financiers habiles en puits de crédit et de cash qui dépassent de loin leur valeur réelle.

Les communautés qui vivent sur les terres ne sont qu'un détail, un obstacle potentiel pour ceux qui n'ont qu'une idée en tête, faire de l'argent. Mais ce sont elles qui paient, en fin de compte.

Quelques acteurs impliqués dans les investissements agricoles de Sivasankaran

Kevin Godlington

Vétéran des Forces spéciales britanniques, Godlington est apparu pour la première fois dans le secteur du palmier à huile en 2008, quand il est devenu PDG de la société d'Angad Paul, Caparo Renewable Agriculture Developments Ltd, et administrateur de Sierra Leone Agriculture Ltd (Royaume-Uni). Il est ensuite devenu PDG de Sierra Leone Agriculture S.A, lors de sa création au Luxembourg en 2009, aidé pour le financement par Paul. Godlington est sur la liste des administrateurs et actionnaires de plusieurs entreprises qui ont obtenu des baux pour des plantations de palmiers à huile en Sierra Leone, notamment Sierra Leone Agriculture, African Oil Palm Limited, Aristeus Palm Oil Ltd, Aristeus Agriculture Limited, West African Agriculture Ltd et West African Agriculture Number 2 Ltd. Mais il soutient que

la raison principale de son intérêt pour la Sierra Leone est son orphelinat, The Network for Children in Need.

(Sierra Leone)

Angad Paul

Paul est le fils de l'industriel anglo-indien, Lord Swraj Paul, et le PDG de l'entreprise familiale spécialisée dans l'acier, le Caparo Group. En 2009, Caparo a pris une part majoritaire dans Namibia Agriculture and Renewables et Sierra Leone Agriculture par le biais de sa filiale CRAD-L. Paul et les autres actionnaires et administrateurs de Sierra Leone Agriculture, à l'exception de Kevin Godlington, ont vendu leurs parts au Siva Group en 2011, après avoir fait l'acquisition d'un bail de 42 000 ha dans le district de Porto Loko. Gramercy, une société de capital-investissement dont Paul est le président, affirme être encore en possession d'une plantation d'ananas de 1 000 ha dans le district de Yoni, là où Kevin Godlington déclare, lui aussi, avoir une plantation d'ananas.

(Sierra Leone)

Tim Collins

Collins est un ancien colonel de l'armée britannique qui a commandé les opérations des Forces spéciales britanniques en Sierra Leone en 2000. Surnommé « Nails » (« clous ») par ses soldats, Colin est surtout connu pour le discours prononcé la veille de la bataille au Koweït en 2003. Collins est devenu administrateur de Sierra Leone Agriculture quand Angad Paul a racheté l'entreprise en 2009 pour l'installer au Luxembourg. À cette époque, il était aussi directeur général d'une société d'enquête privée, RISC Management, qui devait se révéler par la suite un élément central dans une importante histoire de corruption de la même période ; à cette histoire étaient mêlés des inspecteurs de Scotland Yard et l'ancien Gouverneur corrompu de l'État de Delta au Nigeria, James ibori. Collins a quitté Sierra Leone Agriculture en 2011 quand l'entreprise est passée aux mains de Siva. Il est aujourd'hui le PDG et le co-fondateur d'une société de renseignement militaire, New Century Consulting.

(Sierra Leone)

Chernor R.M. Bah

L'avocat Chernor « Chericoco » Bah est député au parlement de Sierra Leone dont il est le vice-président. Il est aussi le président du Comité des comptes publics et celui du Comité des Mines et des Minéraux. Il est aussi très impliqué dans une organisation politique secrète influente, « All Works of Life Development Association » ou AWOL, qui entretient des liens étroits avec le Président Koroma et est financée par l'homme le plus riche du pays, Moseray Fadika, connu aussi sous le nom de Super, qui pourrait être le successeur à la présidence de Koroma. Bah est basé au cabinet juridique de B & J Partners avec le vice-président d'AWOL, Alpha Jalloh, fils aîné du ministre des Ressources minérales, et Ady Macauley, procureur à la Commission Anti-Corruption et actionnaire d'au moins deux des sociétés liées à Kevin Godlington. Toutes les sociétés liées à Godlington ayant acquis de vastes surfaces agricoles en Sierra Leone sont enregistrées ou ont une connexion avec l'adresse de J & B Partners, notamment Sierra Leone Agriculture, qui appartenait pour 1 % à Chernor Bah jusqu'à son rachat par Sivasankaran en 2011.

(Sierra Leone)

Willem Tijssen

Homme d'affaires bien introduit dans les milieux politiques, Tijssen a mis en place plusieurs entreprises qui sont actives en Afrique, dont la West African Landbank (WAL) et Star Model Africa. Il se présente comme consultant auprès du Gouvernement guinéen, consultant spécial auprès du Gouvernement du Liberia et envoyé spécial du Gouvernement du Mali en Europe. Avec John Bestman, il est propriétaire de Mano Properties & Investment Inc, qui assure détenir les droits d'exploitation de 400 000 ha au Liberia, en Sierra Leone et en Guinée qui peuvent être convertis en plantations de palmiers à huile. Tijssen a été engagé par le Président guinéen en 2006 pour trouver des investisseurs prêts à exploiter les ressources de minerai de fer du Mont Nimba, des réserves pétrolières offshore et des dépôts de gaz naturel dans le pays. Un documentaire clandestin réalisé en 2012 par le cinéaste danois Mads Brügger expose Willem Tijssen et John Bestman pour avoir facilité l'accès indirect de certains hommes d'affaires européens à des hommes politiques libériens contre paiement. Tijssen a été engagé par le Siva Group pour ses connexions politiques, dans le but d'aider l'entreprise à identifier et obtenir des baux pour établir des plantations de palmiers à huile en Sierra Leone.

(Sierra Leone, Liberia)

Brima Babo

Babo est secrétaire général de l'Union nationale des producteurs de Sierra Leone. Il a été embauché par le Siva Group pour acquérir des terres en Sierra Leone.

(Sierra Leone)

Daniel Betts

Betts est l'héritier de Betts Metals, une entreprise britannique de métaux précieux dans la famille depuis quatre générations. Après la guerre au Liberia, Betts a utilisé les contacts familiaux avec le ministre libérien des Terres et des Mines pour obtenir les permis fonciers sur 700 000 ha dans la partie orientale du pays, où il a aujourd'hui un projet de prospection d'or. Il a été l'un des premiers investisseurs d'Equatorial Palm Oil et le fondateur de Sierra Leone Agriculture qui, après l'acquisition d'un bail de 42 000 ha dans le district de Porto Loko, a été vendu au Siva Group en 2010. En juillet 2011, l'entreprise d'extraction d'or de Betts, Hummingbird Resources, a fondé la Pigmy Hippo Foundation, afin de « promouvoir la conservation, la préservation et la protection des espèces en voie de disparition comme l'hippopotame pygmée dans leur environnement naturel » au Liberia.

(Sierra Leone, Liberia)

Lincoln Fraser

Fraser est présenté par Offshore Alert comme un « escroc britannique qui est le cerveau des 400 millions de livres sterling de fraude d'Imperial Consolidated (IC) » qui a volé leurs économies à des milliers de retraités et autres quand IC a fait faillite en 2002. Les services secrets israéliens et espagnols soupçonnent qu'IC travaillait avec le trafiquant d'armes international Monzer Al Kassar, pour fournir des armes à Oussama Ben Laden, par l'intermédiaire d'une société de mines d'or argentine créée par un ami du Président Carlos Menem et très surévaluée dans les comptes d'IC. La faillite n'a pas empêché Fraser d'établir ultérieurement « un réseau complexe et multi-juridictionnel de sociétés qui sentent

le soufre. » Une partie des entreprises aux mains de Fraser fonctionnent dans le cadre de son G4 Group, « une multinationale de biotechnologies, bioénergie et développement agricole, et fournisseur de solutions ». La filiale libérienne, G4 WAO Inc, exporte des billes de bois d'hévéa et détient une concession pour l'exploration des phosphates couvrant 36 000 ha à Bopolu. L'entreprise affirme « gérer plus d'un million d'acres offrant les meilleures conditions de culture du monde » et avoir établi un partenariat avec l'ICRISAT, l'Institut International de Recherche sur les Cultures des zones tropicales semi-arides », pour établir des sites d'essai dans plusieurs entreprises agricoles du G4 au Liberia, au Ghana et au Kenya. » Subsea BV a pris une participation de 50 % dans Liberian Forest Products Inc et a obtenu les droits sur une concession foncière à Butaw qui avaient été vendus à EPO en 2008 ; Subsea est listé comme l'un des directeurs du G4 Group au Royaume-Uni.

(Liberia)

John Bestman

Bestman est l'ancien gouverneur de la Banque centrale du Liberia. Deux fois ministre des Finances, il a été aussi le directeur de la campagne électorale de la Présidente Sirleaf en 2005. Il aurait servi de personne-ressource à Rotterdam pour les forces rebelles du criminel de guerre Charles Taylor, son rôle étant d'organiser l'achat et l'envoi d'équipement au chef rebelle durant la guerre. Pendant qu'il organisait la campagne de Sirleaf, Bestman est aussi entré au capital de LIBINCO, une société créée pour obtenir et renouveler le bail d'une grande concession de palmiers à huile à Palm Bay, au Libéria. Peu après, la société a été vendue à EPO pour plus de 3 millions de dollars et Bestman a pu ainsi acquérir au moins 400 000 actions dans EPO. La concession a été ensuite transférée à une joint-venture entre le Siva Group et EPO. John Bestman et Willem Tijssen sont les propriétaires de Mano Properties & Investment Inc, qui affirme détenir les droits d'exploitation de 400 000 ha au Liberia, en Sierra Leone et en Guinée pouvant être développés en plantations de palmiers à huile.

(Liberia)

Michael Frayne

Frayne est un géologue australien qui a fondé et dirigé plusieurs sociétés minières avant de co-fonder Nardina Resources PLC en 2005. Nardina est ensuite devenu Equatorial Palm Oil. L'une des sociétés minières de Frayne, Asia Energy, co-fondée avec l'homme d'affaires britannique David Lenigas, a été accusée par une commission parlementaire bangladaise de pouvoir faire des affaires à la Bourse de Londres sous le fallacieux prétexte d'avoir obtenu les droits d'exploitation des mines de charbon de Phulbari au Bangladesh.

(Liberia)

Lincoln Moore

L'activité principale de Moore est de lever des fonds pour des entreprises d'exploration minière, mais il s'est lancé dans les investissements pour la production d'huile de palme en Afrique de l'Ouest vers 2008. Il affirme avoir obtenu 50 millions de dollars pour financer des projets de palmiers à huile en Afrique par le biais de l'entreprise Ragnar Capital, qu'il a co-fondée avec l'un autre acteur important de l'industrie minière, Charlie Woods. Moore et Charlie Woods ont reçu chacun 200 000 actions EPO, avant l'inscription d'EPO au

marché AIM. Moore était aussi le principal directeur financier de Sierra Leone Agriculture avant son rachat par Sivasankaran en 2011. Moore soutient avoir, par l'intermédiaire de Ragnar, négocié la transaction de 8,3 millions de dollars qui a permis au Siva Group de prendre une participation de 49 % dans la filiale chypriote de DekelOil et l'a fait lui-même devenir directeur général de l'entreprise.

(Sierra Leone, Côte d'Ivoire)

Richard Kouassi Amon

Richard Amon assure faire partie de la famille royale d'Abengorou et de celle de Félix Houphouët-Boigny, le premier président de Côte d'Ivoire. Il est le partenaire local de l'homme d'affaires israélien Youval Rasin. Ensemble ils ont fondé Star Energy SA, Starten et DekelOil, qui appartient aujourd'hui pour 49 % à Siva. C'est Amon qui s'occupe des relations avec le Gouvernement pour DekelOil.

(Côte d'Ivoire)

Barnabé Kikaya-bin-Karubi

Barnabé Kikaya est l'ambassadeur au Royaume-Uni du Gouvernement de la République démocratique du Congo. Il est aussi l'un des membres du conseil d'administration de Feronia Inc. Il fut le secrétaire privé du Président Joseph Kabila de 2003 à 2006 et l'un des co-fondateurs du parti politique de Kabila, le PPRD. Il a été élu membre du Parlement en 2006, mais la Cour suprême a déclaré son élection invalide un an plus tard et c'est à ce moment qu'il est devenu ambassadeur au Royaume-Uni. Kikaya-bin-Karubi a reçu des millions de dollars de Feronia, sous forme de rémunération pour son poste d'administrateur et de paiements d'un loyer pour l'utilisation de sa résidence de Kinshasa, ainsi qu'un versement de 2 millions de dollars pour sa mystérieuse participation de 20 % dans une filiale de Feronia enregistrée aux Îles Caïman. Dans un câble de 2009 publié sur Wikileaks, l'ambassadeur américain au Royaume-Uni, William J. Garvelink, dit en parlant de Kikaya-bin-Karubi : « Parlant couramment l'anglais et à l'aise en présence d'Américains, Karubi a fait preuve d'un niveau de candeur inhabituel chez les responsables congolais, ce qui en soi démontre son pouvoir et son influence. Il se considère manifestement comme particulièrement proche du Président... Ses remarques sur l'inefficacité de la non-violence... et son rejet sans complexe de la nécessité de transparence vis-à-vis du parlement nous donnent aussi une petite idée, certes un peu déconcertante, de ce qui constitue probablement une opinion assez répandue au sein de l'élite politique de Kinshasa concernant la nature de la politique, même si la plupart des politiques n'oseraient jamais traiter aussi crûment de ces questions avec nous. »

(République démocratique du Congo)

Ravi Sood

Avant la crise financière de 2008, Sood s'était fait une réputation de jeune et brillant investisseur auprès de la prestigieuse société de placements Lawrence & Co. Lawrence & Co l'a placé à la tête de plusieurs fonds gérés par sa filiale Lawrence Asset Management. Sood a fait passer ces fonds dans plusieurs entreprises des secteurs agroalimentaire et minier, dont une exploitation agricole au Saskatchewan, au Canada, qui a fait faillite, et Feronia, l'entreprise de plantations congolaise déficitaire dont il était le PDG. Compte tenu des sommes collectées par Lawrence Asset Management en frais d'administration et du fait que

Sood puisait directement dans les ressources de Feronia pour les salaires et les stock-options, les fonds qu'il gérait ont sérieusement souffert. En 2010, TriNorth Capital, qui avait beaucoup servi à financer Feronia, avait perdu 90 % de sa valeur.

(République démocratique du Congo)

Peter Song

On ne sait pas grand chose de l'homme d'affaires australo-chinois Peter Song, si ce n'est que lui-même et un autre homme d'affaire australo-chinois, Jijun Zhang, étaient les principaux actionnaires de la société australienne SPZ Enterprises, dont la seule activité semble avoir été l'acquisition d'une concession de 110 000 ha de palmiers à huile en Papouasie-Nouvelle-Guinée en 2009. Peu de temps après, Song a vendu la société et la concession au Siva Group.

(Papouasie-Nouvelle-Guinée)

Notes

1 Voir Siva Shipping, « [Looking beyond BRICS](#) », 2011 (pdf)

2 Gouvernement de l'Inde « [India-Argentina Relations](#) », décembre 2013

3 Afsar Jafri, Focus on the Global South, « [Trade Liberalisation's Impact on Edible Oil Sector in India](#), » 6 juillet 2011

4 Hardman & Co, « [World Agriculture Report](#) », septembre 2011 (pdf)

5 Voir [Sime Darby's website](#); et "[Wilmar, Greenpeace in war of words over tiger extinction report](#)", Eco-business, octobre 2013

6 Les parts (36.7%) du Siva Group sont détenues par plusieurs filiales : Biopalm Energy Limited (16.62%), le Siva Group (16.62%) et Broadcourt Investments Ltd (3.46%). La joint-venture est entre la filiale Equatorial Biofuels (Guernesey) Limited, qui appartient en totalité à EPO, et Biopalm Energy Limited, une filiale appartenant en totalité à Geoff Palm Ltd et basée au paradis offshore de Labuan, en Malaisie. Cette filiale appartient elle-même à Broadcourt Investments Ltd, une holding enregistrée aux Îles Vierges britanniques dont Chinnakannan Sivasankaran, fondateur et propriétaire du Siva Group, est listé comme le seul directeur et actionnaire depuis janvier 2007.

7 GRAIN et le Sustainable Development Institute du Liberia ont essayé à plusieurs reprises d'obtenir une copie de l'accord initial avec LFPI mais personne parmi les agences gouvernementales concernées ou les députés n'a pu, quand nous les avons contactés, nous en fournir une.

8 Les documents d'enregistrement de Kamina indiquent que l'entreprise a été enregistrée le 17 mars 2006 et radiée le 2 novembre 2009. Son agent officiel est TMF (BVI) Ltd, une entreprise qui gère de nombreuses sociétés-écrans pour ses clients dans le monde entier. Dans le même document on peut lire : « Dans le cadre du BVI Business Companies Act [loi des Îles Vierges britanniques relative aux entreprises], 2004 sociétés sont dispensées de fournir des renseignements sur leurs directeurs et leurs actionnaires. » Les documents d'enregistrement de LFPI de novembre 2006 indiquent que LFPI est une entreprise libérienne appartenant à Tony Smith (50%) et à A. Kanie Wesso (50%), qui sont tous deux administrateurs d'une nouvelle société qui était sur le point d'être créée, sous le nom de Subsea BV. Mais des recherches menées en décembre 2013 dans le registre des sociétés du Libéria par le Sustainable Development Institute n'ont pas trouvé trace de l'enregistrement d'une société portant le nom de Subsea BV. L'unique directeur de LFPI nommé dans le document est Mark Slowen, un homme d'affaires britannique basé au Libéria. Un second document du registre des sociétés pour LFPI datant d'août 2007 présente LFPI comme une entreprise britannique, appartenant pour 50 % à Mark Slowen et 50 % à Kanie Wesso. Les deux documents décrivent LFPI comme une entreprise dont la seule activité est l'exploitation forestière. Le nom de Slowen apparaît aussi comme celui du PDG de SubSea Resources DMCC (Dubai Multi Commodities Centre), une société ayant obtenu les droits miniers au Libéria vers la même période. Le nom de Subsea BV est mentionné au registre des sociétés du Royaume-Uni, mais Subsea BV est listé comme l'un des directeurs du G4 Group, une entreprise britannique qui a plusieurs intérêts économiques au Libéria et est aux mains du célèbre adepte de la fraude fiscale, Lincoln Fraser, décrit par Offshore Alert comme un « escroc britannique qui est le cerveau des 400 millions de livres sterling de fraude d'Imperial Consolidated (IC) » et a volé leurs économies à des milliers de retraités et autres quand IC a fait faillite en 2002.

9 Les débuts de l'histoire de la concession sont racontés dans » [The Open Door Policy of Liberia](#), » par F.P.M van der Kraaij (1983).

10 La participation de Bestman a été confirmée par un représentant d'EPO dans des réunions avec des ONG à Londres. Mais il est extrêmement difficile de démêler à qui appartient réellement LIBINCO. Les documents d'enregistrement indiquent que LIBINCO a été établi avec 100 actions communes et un capital d'actions total de 50 000 dollars et que 100 % des actions étaient détenues par Nancy F. Sammy du cabinet d'avocats Jones & Jones de Monrovia. Le rapport [EPO AIM](#) affirme que l'entreprise appartenant en totalité à Jaoudi, Argico Ltd, a vendu à EPO ses parts de LIBINCO, qui constituaient la totalité de l'entreprise.

11 Les informations sur EPO proviennent de diverses sources, notamment le [EPO AIM admission document of 2010](#) et un rapport annuel sur EPO, [February 2012 report on EPO by Hardman & Co.](#)

12 La déclaration d'admission d'EPO au marché AIM date de février 2010 indique que Bestman détient 400 000 actions (ou 1, 25 %) de l'entreprise.

13 Jon Mainwaring, « [Equatorial Palm Oil provides US\\$10 million loan for PNG palm oil deal](#), » Proactive Investors, 6 octobre 2011

14 SDI, « [When our land is free, we're all free](#), » 7 mai 2014

15 Les mines d'or de Betts au Liberia appartiennent à sa société Hummingbird Resources, qui se trouvait à un moment dans les mêmes bureaux que le PDG d'EPO, Michael Frayne. Dans une présentation de décembre 2011 aux investisseurs, [Hummingbird Resources liste 94 Jermyn Street, à Londres, comme son siège social](#). Selon le rapport annuel 2011 d'EPO, cet immeuble est la propriété de Sanita Investments Limited, une entreprise enregistrée aux Îles Vierges britanniques et détenue par un trust appartenant à Michael Frayne. En 2010, EPO a versé 99 150 livres sterling à Sanita Investments pour couvrir le loyer des bureaux. Pour plus de renseignements sur Hummingbird Resources au Liberia, voir : « [The Birmingham family firm sitting on a gold mine in Africa](#), » Birmingham Post, 11mai 2012 ; [Hummingbird Resources](#).

16 Les informations sont tirées de documents officiels de Sierra Leone Agriculture S.A. Paul a utilisé son entreprise CAPARO pour réaliser cet investissement.

17 Collins a par la suite écrit un livre sur ses expériences de guerre en Iraq et a créé la [New Century Corporation](#) , une société de services de sécurité privée qui « permet aux gouvernements locaux et aux forces de sécurité d'anticiper et de prévenir les groupes d'insurgents, de terroristes ou de criminels qui menacent la sécurité et la stabilité. »

18 Le contrat est disponible ici : <http://farmlandgrab.org/post/view/22813> [en anglais]

19 Le travail de recherche qui a suivi les visites aux communautés affectées sur le terrain par des chercheurs de Green Scenery, Action for Large Scale Land Acquisition Transparency (ALLAT) et Christian Aid, vient de GRAIN. Voir Joan Baxter, « [Who is benefitting?](#) » Action for Large-scale Land Acquisition Transparency (ALLAT), juillet 2013. Le travail d' Elke Schaefer sur les opérations du Siva Group en Sierra Leone a été généreusement partagé avec GRAIN et a aussi largement contribué à l'écriture de ce rapport.

20 L'adresse est au 16/18 Willberforce Street, Freetown. La seule exception est pour Aristeus Agriculture Limited, mais le contrat de bail signé par la société avec la chefferie de Yoni indique cette adresse pour le témoin du contrat et pour l'avocat, Ady Macauley, qui a signé sur la dernière page du document.

21 Saidu Bah, "[MP cautions against reckless criticism of mining companies](#)," Awoko, 7 septembre 2010.

22 Information tirée des documents sur SLA Ltd contenus dans le registre des sociétés de Freetown.

23 Entretien mené par Joan Baxter et fourni à GRAIN.

24 Correspondance personnelle avec Joan Baxter, septembre 2013.

25 L'investisseur suisse [Francis Mayoraz est aussi impliqué dans MPI](#). [en anglais] Voir le site Internet de l'entreprise pour plus d'information.

26 Bestman n'apparaît pas dans le film mais [des enquêtes ultérieures par les médias ont révélé qu'il a aidé à organiser une rencontre entre Brügger et le ministre des Affaires étrangères du Liberia dans un hôtel de Monrovia](#).

27 Drafthouse Films, "[The Ambassador](#)", 2011

28 Correspondance personnelle avec Joan Baxter, septembre 2013.

29 Des informations détaillées sur [Dles acquisitions foncières et le plan de développement deDekeOil sont disponibles dans le document d'admission au marché AIM](#), mars 2013.[en anglais]

30 Communication personnelle à GRAIN, mai 2014.

31 Le paiement pour les familles propriétaires des terres, en revanche, ne comprendra que les bénéfices issus de la production de 6 000 ha sur les 24 000 que DekeOil entend cultiver à Guitry. Si l'on s'en tient à la façon dont l'entreprise a géré l'affaire jusqu'à présent, les bénéfices pourraient bien ne jamais se matérialiser.

32 Selon Investopedia, les dépenses administratives sont les dépenses faites par un organisme qui ne sont pas directement liées à une fonction spécifique comme la fabrication/production et les ventes, tandis que les dépenses de fonctionnement sont celles qui résultent de la marche normale d'une entreprise.

33 [London Stock Exchange: 13 Year Corporation Tax Exemption Confirmed by Government of Côte d'Ivoire](#)

34 Voir par exemple [DekeOil's report of its Interim Results from 30 September 2013](#).

35 Voir la [réponse de juin 2014 de Biopalm à une lettre de Greenpeace](#). [en anglais]

36 Forest Peoples Programme, « [BioPalm plantation will lead to destruction of Bagyeli communities in Cameroon](#), » 7 octobre 2011.

37 Hardman & Co, « [Equatorial Palm Oil](#), » février 2012 ; Interview du directeur principal du Siva Group, Gagan Pattanayak par Joan Baxter, septembre 2013.[en anglais]

38 Le milliardaire philanthrope canadien s'appelle John McCall MacBain.

39 [Feronia Press Release](#), 29 juillet 2010.

40 Il s'agit d'un investissement initial d'un million de dollars de son fonds TriNorth et de deux investissements ultérieurs venant du même fonds et se montant à 170 892 dollars en avril 2009 et 1 950 337 dollars en septembre 2009, ainsi que d'un investissement de 3 121 193 dollars de deux autres fonds gérés par Sood par le biais de LAM. L'un de ces fonds est le Global Agribusiness Trust, créé en 2007 et dont Sood est le PDG.. Ce fonds a acquis 3 millions d'actions dans Feronia Inc en 2009 et a accordé à Feronia un prêt d'un million de dollars la même année, prêt remboursé avec des actions. Toutes ces informations et les détails des activités et investissements de Feronia Inc sont disponibles dans les documents officiels fournis par le SEDAR [système électronique de classement des autorités canadiennes en valeurs mobilières] sous les rubriques Feronia Inc, G.T.M Capital Corporation, et Difference Capital Inc.

41 La holding est Mavibel (Maatschappij Voor Internationale Beleggingen) B.V, enregistrée aux Pays-Bas.

42 Voir le [câble de 2009 de l'ambassadeur des États-Unis au RU sur sa rencontre avec Barnabé Kikaya-bin-Karubi publié par Wikileaks](#). [en anglais]

43 Ce n'est que dans la Discussion et analyse de la gestion de Feronia du 2 mai 2011 que cette somme est mentionnée comme concernant un bien à Kinshasa.

44 L'adresse est la suivante : 32 Allée Verte, Mbinza Ma Campagne, C/Ngaliema, Kinshasa, RDC. C'est aussi l'adresse indiquée pour Kikaya pour une autre société canadienne dans laquelle il est impliqué : [Ressources Shamika Inc](#).

45 Les parts de Kikaya sont détenues par une entreprise sise en RDC et qui lui appartient en totalité, Jean Colette Afrique Sprl.

46 Feronia Inc., Interim Consolidated Financial Statements, 30 septembre 2010.

47 Le service des relations publiques d'Unilever n'a pas répondu à GRAIN qui lui demandait si l'affirmation de Feronia était correcte.

48 Voir Anne Kingston, « [Inside the fall of a famed hedge fund: A Bay Street legend, a whiz kid manager and the angry investors](#), » Maclean's Magazine, février 2010.

49 [Bulletin aux actionnaires de TriNorth](#), 26 novembre 2009

50 Pendant la période de neuf mois qui s'est terminée en septembre 2009, [TriNorth Capital a versé à LAM des frais d'administration](#) de 168 597 dollars et 400 772 dollars pour la même période en 2008.

51 Un communiqué de presse de Feronia soutient que Siggs « [a organisé le rachat de PHC par Feronia.](#) »

52 « [Feronia provides update on DRC Agricultural Law](#) », 3 juillet 2013. Le texte de la loi est disponible en français [ici](#).

53 Jon Mainwaring, « [Equatorial Palm Oil provides US\\$10 million loan for PNG palm oil deal](#), » Proactive Investors, 6 octobre 2011.

54 Central Sepik Rural Development Foundation, « Update on oil palm Nungwaia Bongos, » 17 octobre 2013.

55 Pour plus d'informations concernant les luttes pour les terres et l'industrie du palmier à huile au Honduras, voir Tanya Kerssen, [Grabbing Power: The new struggles for land, food and democracy in Northern Honduras](#), FoodFirst, 2013.

56 Juan Á. Suazo R., « [Factores de éxito de Hondupalma : empresa agroindustrial campesina de las cooperativas productoras de palma de aceite en Honduras](#), » Revista Palmas, Vol 28.

57 Voir GRAIN, [Planète huile de palme](#), septembre 2014, et le blog « [Palmier à huile en Afrique](#) », du World Rainforest Movement.

La source originale de cet article est [grain.org](#)

Copyright © [Grain](#), [grain.org](#), 2014

Articles Par : **[Grain](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca